SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

La Fonction Publique des spécificités qui impactent la qualité de vie au travail ?

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ



À l'occasion de la semaine de la Qualité de Vie et des Conditions de Travail (QVCT) et de la journée internationale de la Fonction Publique le 23 juin, nous vous proposons un article concernant les spécificités du service public et ses impacts sur la santé de ses personnels.

La **QVCT**, un enjeu important en raison des **conséquences du travail sur la santé**. Les causes. dans notre ministère, comme ailleurs, sont principalement : **stress, difficulté à concilier vie professionnelle et personnelle ou encore manque d'autonomie, de marge de manœuvre**. Pourtant, **travailler dans le service public comporte une spécificité essentielle** : le sens du service public. Cette motivation, qui anime les personnels au quotidien, peut aussi, paradoxalement, peser sur leur santé.

Travailler dans le public à du sens

Pour la plupart des agents, travailler dans la fonction publique est fortement lié à la volonté d' « assurer un service public efficient ». Leur motivation repose sur **un sens fort à travailler pour l'intérêt général.**

La relation avec les usagers occupe une place fondamentale. Les personnels sont parfois **confrontés** à des **personnes en difficulté**, en situation de **souffrance** et **parfois même violentes**. Ceci peut induire des **exigences émotionnelles fortes,** souvent source d'un dérèglement dans la **santé mentale.**

À cela s'ajoute la **diminution constante des moyens,** qui rend difficile la réalisation d'un travail de qualité conforme aux aspirations des agents. Or, la « **qualité empêchée** » par différents facteurs peut être génératrice de troubles de la santé mentale.

D'autant que, depuis quelques années, le **service public est regardé sous un prisme d'indicateurs de gestion**. Ceci au risque de passer **à côté de des objectifs essentiels qui sont de répondre aux problématiques sociétales.**

Cette approche uniquement financière contribue à la **perte de sens au travail des personnels publics**. Les i**njonctions contradictoires** constituent un **fléau spécifique au secteur publi**c, où les agents doivent concilier des objectifs parfois inconciliables : réduire les coûts tout en maintenant la qualité du service, ou encore par exemple mettre en œuvre l'inclusion sans moyens supplémentaires.

De même, l'introduction de l'évaluation individuelle des performances est également un risque de faire disparaître les motivations intrinsèques liées aux valeurs d'intérêt général instaurant une logique concurrentiel entre collègues qui peut nuire à la cohésion des équipes et ainsi aux missions de service public.

De plus, **l'intensification du travail sans réelle compensation proportionnelle** (situation aggravée par les contraintes budgétaires qui limitent les possibilités d'évolution salariale) renforce le sentiment d'injustice et constitue un facteur de risque pour le développement de troubles psychosociaux. Cette densification du travail s'est d'ailleurs accentuée depuis la crise sanitaire.

Ces facteurs isolés ou combinés peuvent générer un stress chronique particulièrement délétère pour la santé. Trop souvent cette « qualité empêchée du service public » est une souffrance sous-estimée.

Cette tension est exacerbée, dans un contexte où les personnalités publiques critiquent ouvertement et activement le service public

Des services essentiels négligés

La dernière crise sanitaire a pourtant remis en lumière **l'importance cruciale de la continuité du service public avec une attente sociétale forte envers la fonction publique** pour gérer ces situations. De nombreux métiers de la fonction publique sont réapparus comme créateurs de valeurs sociales essentielles, c'est le cas de l'enseignement ou des services déconcentrés qui doivent gérer les crises sanitaires animales ou alimentaires successives.

La continuité du service public a été assurée souvent en mode dégradé, grâce à l'engagement et à l'adaptabilité des personnels au service de l'intérêt général. Au final, là où les responsables politiques avaient « promis » de réfléchir et de redonner les moyens à ces services essentiels, ils semblent plutôt avoir entériné l'idée qu'avec moins de moyens « cela fonctionne », sans inclure la dimension que ce surinvestissement ne peut durer dans le temps sans détérioration de la santé des agents. Les coupes budgétaires se poursuivent, entraînant l'épuisement des personnels dans

l'indifférence générale.

Ainsi, le comportement actuel des personnalités politiques impacte fortement le fonctionnement des services publics.

Une organisation descendante et une emprise politique excessive

L'organisation pyramidale de la fonction publique, implique un fonctionnement très hiérarchique, dans laquelle les personnes de terrain ne sont pas consultées. Les effets néfastes de ce mode de fonctionnement mis en exergue par les diagnostics sur les risques psychosociaux (RPS), sont aujourd'hui accentués par les interférences politiques.

Les services publics constituent l'un des piliers de notre modèle de société, guidés par l'intérêt général, dépourvu d'intérêts financiers, ils devraient être protégé des logiques partisanes.

Hélas, nous nous éloignons quotidiennement de ces principes simples. Dans la pratique, on constate une dérive : **la politique est devenue une foire idéologique où l'émotion et les convictions l'emportent sur toute forme de vérité.**

Dans le contexte actuel, les répercussions et les effets sont de plus en plus marqués : pression, stress, conflits de valeurs, perte de sens au travail, autant de signaux préoccupants qui alimentent les RPS et fragilisent la santé mentale des agents.

Quand les serviteurs de l'État deviennent des cibles

Cette perte de sens au travail est aggravée par le manque de reconnaissance. La thématique de la carrière et des rémunérations est un facteur aggravant adossée à la stigmatisation du service public et de ses fonctionnaires. Si cette défiance a toujours existé, elle a pris une ampleur inédite ces dernières années, **alimentée par des discours politiques de plus en plus virulents et populistes.** La dépense publique liée à la rémunération des fonctionnaires est stigmatisée au détriment de la réelle valeur ajoutée que représente un maillage territorial fort au service de la population.

Baisser les moyens du service public d'année en année est également **insidieux**. **Cette méthode pour décrédibiliser le service public pour en conclure ensuite que le service public ne fonctionne pas. On stigmatise et au final, on fragilise le service public.** Les personnels assistent démoralisés à la destruction de leurs valeurs. La neutralité du service public et ses règles de comptabilité sont gage de transparence et réactivité lorsque de vrais moyens sont alloués aux services. Lorsque l'Etat délègue ses responsabilités comme cela est le cas pour l'édition de cartes grises de véhicules par exemple, on constate dérégulations, fraudes, accès au service compliqué par le temps d'attente ou les lieux de références partout sur le territoire.

Pourtant, à chaque crise, la société se tourne spontanément vers le service public, démontrant son rôle essentiel comme garant d'équité et de solidarité.

Pour un service public fort et reconnu

Aujourd'hui, la responsabilité de la classe politique devrait être claire : conduire l'état dans l'intérêt général en défendant le service public, protégeant celles et ceux qui mettent en œuvre les politiques publiques, ~~et~~ en redonnant sens et moyens au travail.

Nous étions favorable à la signature d'un accord de méthode QVCT. Cette négociation aurait permis dans un contexte dégradé de faire des propositions qui engagent l'administration.

Dans un contexte climatique, géopolitique incertain, où la société compte sur le service public pour l'accompagner dans la gestion de crise, l'UNSA revendique un service public fort, pilier d'une société solidaire. Notre organisation porte un projet syndical de reconnaissance et de valorisation des personnels aussi nécessaire qu'urgent face aux enjeux actuels.

Quelques sources :

Vidéos :

ANACT : les RPS dans la fonction publique : y a-t-il une spécificité ?

IGPDE : le sens du travail dans la fonction publique : spécificités, valeurs et perspectives

Cet article s'inscrit également dans **la journée internationale de la Fonction Publique le 23 juin.**

Déclaration des 8 organisations syndicales représentatives de la fonction publique en vue de la journée internationale des services publics du 23 juin 2026

Les services publics protègent la démocratie contre l'autoritarisme, le clientélisme en garantissant la transparence, la responsabilité et l'indépendance des administrations publiques ; c'est l'un des fondements du statut général des fonctionnaires.
En France, l'accès à de nombreux services publics est facilité pour tous. Nombre d'entre eux sont gratuits ou peu onéreux.
Or, par manque de moyens budgétaires depuis plusieurs années, la situation des services publics se dégrade. Les agent·es publics doivent faire face aux coupes budgétaires, aux postes non pourvus, à la dégradation de leurs conditions de travail. Cette situation affaiblit le service public rendu aux citoyen·nes.
Il est temps de soutenir tous les services publics et leurs agent·es. Il est temps de réinvestir dans la fonction publique.

.....

Lire sur le site UNSA FP : déclaration des 8 organisations syndicales représentatives de la fonction publique en vue de la journée internationale des services publics du 23 juin 2026

La santé mentale des jeunes dans nos lycées et établissements du supérieur se dégrade, que faire ?

Le SEA-UNSA a toujours porté de privilégier l'**accompagnement humain** face aux jeunes dans nos établissements agricoles.

Aujourd'hui c'est **une urgence**.

Protéger la santé mentale, physique et sociale des enfants, c'est investir dans l'avenir de toute la société.

Le SEA-UNSA et sa fédération UNSA Education vous invitent **à signer, et à faire signer, la pétition « la santé des jeunes ne peut plus attendre » :**

